



Lille, le 29 avril 2020

L'HYPOCRISIE ET LES MENSONGES, ÇA SUFFIT !

Plus aucun doute n'est permis sur les motivations réelles de la réouverture partielle des établissements scolaires à partir du 11 mai : il s'agit d'abord d'accueillir les plus jeunes élèves pour permettre aux entreprises de contraindre les salarié.e.s à rejoindre leur lieu de travail.

Plutôt que d'assumer ce choix politique d'élargir l'accueil des enfants de soignants, ce qui permettrait au moins aux personnels de se projeter et d'atténuer leurs inquiétudes, le ministre prétend que l'École va continuer afin de ne pas creuser les inégalités ...

Il ose prétendre que les cours vont reprendre alors même qu'il sait que cette réouverture ne pourra concerner tous les personnels ni tous les élèves.

Alors même qu'il sait pertinemment que l'application du protocole sanitaire national ne permettra pas de « faire cours » quelles que soient les déclinaisons locales. [Et encore moins de préparer et d'organiser l'oral anticipé de français.](#)

Alors même que le calendrier qu'il défend (différent selon les établissements, les niveaux, les départements), et les modalités « pédagogiques » qu'il revendique (présentiel, « étude », activités pour les uns, enseignement à distance pour les autres) ne peuvent que favoriser une École à plusieurs vitesses tout en accroissant de façon inacceptable la charge de travail des collègues.

Les personnels en ont assez de l'hypocrisie et du mensonge : le ministre doit avoir le courage de leur dire la vérité sur la situation sanitaire qui, dans notre académie en particulier, ne permettra pas avant longtemps, le retour à un fonctionnement normal des collèges et des lycées.

Il doit enfin prendre ses responsabilités en reconnaissant la gravité de la situation, et non renvoyer au local la gestion de la santé publique.

Dans les prochains jours et les prochaines semaines, le Snes-FSU continuera d'exiger les garanties sanitaires préalables à toute reprise, et qui doivent découler des recommandations du conseil scientifique. Il sera aux côtés de la profession jusque juillet, et veut construire avec elle les revendications (postes, programmes) qui permettront de prendre en compte les effets de cette pandémie, qui, même si elle avait cessé au mois de septembre, aura fait des dégâts tels qu'il serait inenvisageable de reprendre avec les contraintes budgétaires actuelles. Plus que jamais, il faut renforcer le service public d'éducation.

Le Snes-FSU ne se risquera pas à pronostiquer une date pour la reprise (même pas septembre) ; le critère incontournable, ce sont les conditions sanitaires.